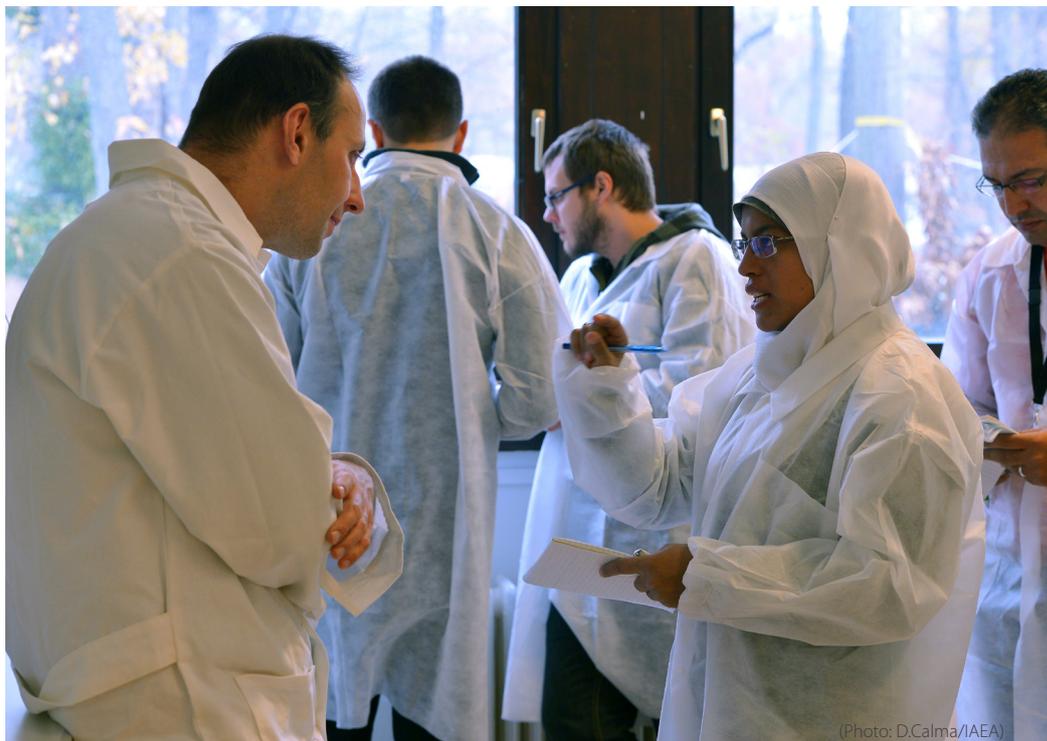


Culture de sécurité : un pour tous, tous pour un

Par Miklos Gaspar



(Photo: D.Calma/IAEA)

La prévention du vol de matières nucléaires ainsi que des attaques et du sabotage d'installations nucléaires est une tâche à laquelle doivent de plus en plus s'atteler les gouvernements, les organismes de réglementation nucléaire et les exploitants, partout dans le monde.

« Le terrorisme est une menace réelle et omniprésente, qui n'épargne pas l'Indonésie. Il peut aussi compromettre la sécurité nucléaire », déclare Khairul Khairul, administrateur principal chargé de la sécurité nucléaire à l'Agence nationale indonésienne de l'énergie nucléaire (BATAN), qui exploite trois réacteurs de recherche. « Nous devons faire mieux comprendre la sécurité nucléaire à l'ensemble de nos effectifs, en mettant en place une solide culture de sécurité nucléaire. »

La culture de sécurité nucléaire désigne l'état d'esprit et le comportement professionnels de rigueur dans les organismes et établissements pour renforcer et favoriser la sécurité nucléaire. Elle illustre l'importance du facteur humain dans la sécurité nucléaire.

« Dans le passé, l'accent a été mis sur la sûreté nucléaire et la culture de sûreté partout dans le monde, en particulier après l'accident de Tchernobyl, en 1986. À présent, nous devons prêter la même attention à la sécurité », explique M. Khairul.

La mise en œuvre cohérente et rigoureuse d'une culture de sécurité suppose que le personnel ne perde pas de vue la nécessité de maintenir un niveau élevé de sécurité, souligne Kazuko Hamada, administrateur chargé de la culture de sécurité nucléaire à l'AIEA. « En définitive, le régime de

sécurité nucléaire repose entièrement sur les personnes qui y contribuent. C'est le facteur humain — qui englobe également les cadres et la direction — qui doit être pris en considération dans toute initiative visant à renforcer la culture de sécurité nucléaire. »

Les organismes doivent mettre en œuvre une politique de sécurité nucléaire, être dotés d'un système de gestion sain et proposer régulièrement des formations et des techniques de sensibilisation à leurs employés pour leur faire prendre conscience des risques liés à la sécurité nucléaire. Les mentalités évoluent lentement, et les gens ont souvent tendance à résister au changement, ajoute M. Hamada. « Pour maintenir une solide culture de sécurité nucléaire, il ne faut jamais relâcher ses efforts ni sa surveillance. »

Depuis que le terme de « culture de sécurité » a été inventé, il y a une dizaine d'années, l'AIEA offre une assistance et un soutien à ses États Membres dans ce domaine. Elle élabore actuellement des orientations relatives à l'autoévaluation et au renforcement de la culture de sécurité à l'intention des pays et des organismes responsables de la sécurité nucléaire.

En Indonésie, bon nombre des 2 800 salariés de la BATAN ont suivi un stage de sensibilisation à la sécurité et participé à des entraînements et à des exercices au cours des dernières années, explique M. Khairul. Un millier de salariés participent périodiquement à des formations sur la culture de sécurité nucléaire. Ils apprennent qu'il est important de protéger l'information et de respecter les procédures en vigueur dans les installations. Ils sont également mieux informés

sur la nécessité d'éviter de divulguer des informations susceptibles de porter atteinte à la sécurité, notamment d'être à l'affût des menaces internes (voir encadré ci-dessous). « Pour un pays qui envisage d'adopter l'électronucléaire, comme l'Indonésie, il est

particulièrement important de renforcer sa culture de sécurité », souligne M. Khairul.

Autoévaluation en Bulgarie

La Bulgarie, qui exploite des centrales nucléaires depuis des décennies, s'appuie sur les orientations et les services de l'AIEA pour renforcer sa culture de sécurité.

En 2013, la direction de la centrale nucléaire de Kozloduy a procédé à une autoévaluation pour déterminer si une culture de sécurité nucléaire était implantée dans la centrale. Cette autoévaluation, exécutée suivant la méthodologie de l'AIEA, a mis en évidence des domaines dans lesquels des améliorations pouvaient être apportées, et d'autres dans lesquels les bonnes pratiques devaient être maintenues, explique Vladimir Yankov, responsable de l'analyse et du contrôle de la protection physique à la Division de la sécurité de la centrale. Elle a conduit à l'élaboration d'un

plan d'action permettant une amélioration continue de la culture de sécurité dans la centrale.

Comme il est souvent difficile de faire changer les habitudes, la direction de la centrale a décidé de procéder à des autoévaluations tous les deux ans pour faire le point sur les progrès accomplis et mettre à jour le plan d'action.

« Le message essentiel que nous voulons faire passer à notre personnel est que la responsabilité de la sécurité partagée », conclut M. Yankov. « En effet, elle ne peut être assumée uniquement par les professionnels de la sécurité. »

Invisible mais bien réelle : la menace interne

Si les installations nucléaires sont bien gardées et protégées contre les intrusions violentes, leurs salariés, leurs sous-traitants et les autres personnes qui ont accès aux matières nucléaires, en sont responsables ou ont la connaissance de ce sujet peuvent représenter le maillon faible du régime de protection mis en place contre le vol de matières nucléaires.

« Par le passé, nous nous préoccupions principalement des attaques venues de l'extérieur. Maintenant, nous devons également nous concentrer de plus en plus sur les menaces internes », observe Tapani Hack, chef de la Section de la sécurité nucléaire au sein de l'Autorité finlandaise de sûreté radiologique et nucléaire (STUK). Des éléments internes peuvent se livrer à des actes malveillants, par exemple en divulguant des informations à des groupes terroristes ou en jouant un rôle dans le vol de matières. Ils peuvent aussi transmettre des informations par inadvertance.

La STUK a récemment modifié sa réglementation sur la sécurité destinée aux exploitants d'installations nucléaires, exigeant l'élaboration de mesures préventives contre les menaces internes. Les exploitants doivent maintenant soumettre leur plan de sécurité à la STUK pour approbation. Cette procédure s'applique également aux installations nucléaires en construction. « Nous attendons maintenant des exploitants qu'ils prennent en compte les menaces internes dès le stade de la planification », souligne M. Hack.



Un nouvel outil de simulation de l'AIEA intègre un modèle en 3D d'une installation imaginaire permettant de repérer les menaces internes.

L'AIEA a élaboré un document d'orientation et des cours destinés à aider les pays à apprendre aux personnes travaillant dans le nucléaire à empêcher que des vols de matières nucléaires ne soient commis par des éléments internes. Un nouvel outil, en cours d'élaboration, intègre le modèle en 3D d'une installation imaginaire, de laquelle les stagiaires doivent trouver un moyen de faire sortir clandestinement des matières nucléaires. Une fois qu'ils l'ont trouvé, ils doivent mettre à niveau les systèmes de protection et les contrôles internes pour empêcher ce vol